

Sur le contre-sommet du G7 au Pays Basque

Quand Bizi, ANV & Co (1) se rendent complices de l'Etat



Zum G7-Gegengipfel im Baskenland

Wenn Bizi, ANV [1] & Co zu Komplizen des Staates werden.

27 août 2019 [desarmons-les](#) Communiqué

Nous avons traduit ici une déclaration de "desarmons-les" - un collectif qui est bien connu chez nous et en plus très respectable, avec un site web avec sujet principal "la violence policière". Le texte attaque l'attitude de la plate-forme de protestation G7EZ de manière véhémement, mais compréhensible - nous-même l'avons constaté en direct.

Quand nous avons constaté en plus que le controversé (autoproclamé) *porte-parole des Autonomes* auprès le G20 à Hambourg (2) avait été invité par les organisations critiquées dans le texte ci-dessous à organiser une assemblée juste sur le sujet de *la répression après le G20*, nous avons quitté le camp avec nos ami.e.s françaises - qui en avaient déjà eu assez - et plusieurs autres.

Mais bien sûr, les réformistes et/ou délateurs notoires n'étaient pas le plus gros problème à Biarritz, mais surtout les contraintes les plus folles très poussées, ainsi que violentes des manifestations par la police. Cela n'a pas pu être brisé entre autres en raison de l'éloignement extrêmement important du camp et du sommet alternatif. En outre, à Bayonne, par exemple, il n'y avait pas de points de contact, d'infopoints ou autres. Au lieu de cela, même la vieille ville, d'habitude foisonnante et pittoresque, a été presque complètement déserte et bouclée pendant plusieurs jours.

Ce n'est pas pour rien que le titre de l'hebdomadaire en ligne *lundi matin* a fait le titre suivant : [Le pire contre-sommet de l'histoire](#)

En annexe un bilan de l'équipe antirep pendant le G7, d'autres réflexions critiques suivent....

<https://de.indymedia.org/node/37132>

Wir haben hier eine [Stellungnahme von „desarmons-les“](#) (*de. entwaffnen wir sie*) übersetzt – einem uns gut bekannten und ausgesprochen respektablen Kollektiv mit Webseite und dem Schwerpunkt „Polizeigewalt“. Der Text greift die Haltung der Protestplattform G7EZ scharf, aber nachvollziehbar an - wir haben das teilweise auch direkt mitbekommen.

Als wir dann noch erfuhren, dass der umstrittene (selbsternannte) *Sprecher der Autonomen* zu G20 in Hamburg [2] von den im nachfolgenden Text kritisierten Organisationen eingeladen wurde, eine Veranstaltung ausgerechnet zur *Repression nach G20* abzuhalten, haben wir zusammen mit unseren französischen Freund*innen – die sowieso schon *restlos bedient* waren - und etlichen anderen das Camp verlassen.

Aber natürlich waren notorische Reformisten und/ oder Denunziant*innen nicht das größte Problem in Biarritz, sondern vor allem die wahn-sinnig durchgefeilte, wie auch gewaltsame Verhinderung von Protest durch die Polizei. Das konnte auch wegen der extrem weiten Entfernungen des Camps bzw. Alternativgipfels nicht durchbrochen werden. Hinzu kam, dass es beispielsweise in Bayonne keinerlei Anlaufstellen, Infopoints oder dergleichen gab. Stattdessen war selbst die sonst quirlig szenige Altstadt über etliche Tage hinweg nahezu komplett verweist und verrammelt.

Nicht umsonst titelte die linke Online-Wochenzeitung *lundi matin*: [Der schlimmste Gegengipfel aller Zeiten.](#)

Im Anhang noch eine Bilanz des G7 – Legal Teams, weitere kritische Aufarbeitung folgt...

Déclaration sur l'imposture "plateformiste"

La [plateforme G7EZ](#), requinquée par sa promenade du samedi 24 août à Hendaye [\[map1\]](#), dont le chiffre des participant.e.s a clairement été gonflé, y compris par la préfecture (3), écrivait avec une assurance tout à fait déplacée au vu des multiples critiques dont elle fait l'objet : « *Ce contre-sommet est d'ores et déjà une réussite* ».

Cette phrase résonne en nous comme un coup de marteau. Elle est la goutte d'eau qui fait déborder le vase : le temps est venu pour nous de dénoncer l'imposture de ces organisations qui depuis trop d'années tentent de nous déposséder de nos combats et négocient sans cesse notre reddition face aux violences du système capitaliste.

La plate-forme G7EZ a appelé à converger sur le G7 de Biarritz pour participer à un camp et des actions sur la base d'un « consensus d'action » qui, disons-le clairement, ne faisait aucunement consensus, ni entre les participant.e.s au contre-sommet, ni entre les participant.e.s à la plate-forme elle-même. Les collectifs [Indar Beltza](#) et [IPEH Antifaxista](#) ont d'ailleurs quitté la plate-forme à la veille du contre-sommet.

La plate-forme G7EZ a investi toute son énergie et ses finances (plus de 50 000 euros) dans la mise sur pieds d'un programme de conférences dans le centre [Ficoba](#) [\[map2\]](#), majoritairement animées par des membres locaux de son réseau, mais n'a pas jugé utile de financer, ni même de penser la mise en place en amont des moyens logistiques du contre-sommet : Les cantines, équipes juridiques et équipes de soins autonomes se sont déployées indépendamment d'elle et sans leur soutien effectif. Aucune connexion internet ad hoc permettant une meilleure communication entre les différents pôles du contre-sommet et l'établissement d'un media center digne de ce nom n'a été déployée, contrairement à ce qui se fait sur la plupart des contre-sommets, y compris au milieu de champs perdus au milieu de nulle part.



Stellungnahme zur "platformistischen" Betrügerei

Die [G7EZ-Plattform](#), aufgemöbelt durch ihren Spaziergang am Samstag, den 24. August in Hendaye [\[map1\]](#), dessen Teilnehmer*innen - Zahl auch von der Präfektur deutlich aufgeblasen wurde[3] schrieb angesichts der vielen Kritikpunkte, denen sie ausgesetzt ist, mit völlig unangebrachter Selbstsicherheit: "*Dieser Gegengipfel ist bereits jetzt ein Erfolg*".

Dieser Satz schwingt in uns wie ein Hammerschlag. Es ist der Tropfen, der das Fass zum Überlaufen bringt: Es ist an der Zeit, dass wir den Betrug dieser Organisationen benennen, die seit allzu vielen Jahren versuchen, uns unsere Kämpfe zu enteignen und angesichts der Gewalt des kapitalistischen Systems ständig über *unser Aufgeben* verhandeln.

Die G7EZ-Plattform forderte zum G7 von Biarritz eine gemeinsame Haltung zur Teilnahme an einem Camp und Aktionen auf der Grundlage eines "Aktionskonsenses", der, wie wir hier klarstellen, in keiner Weise jemals ein Konsens war, weder zwischen den Teilnehmer*innen des Gegengipfels, noch innerhalb der Plattform selbst. Die Kollektive [Indar Beltza](#) und [IPEH Antifaxista](#) verließen die Plattform sogar am Vorabend des Gegengipfels.

Die G7EZ-Plattform hat all ihre Energie und ihre Finanzen (mehr als 50.000 Euro) in die Einrichtung eines Konferenzprogramms im [Ficoba-Zentrum](#) [\[map2\]](#) investiert, das wiederum hauptsächlich von lokalen Mitgliedern ihres eigenen Netzwerks bespielt wurde. Die Plattform hielt es aber nicht für sinnvoll, die Umsetzung der logistischen Grundlagen des Gegengipfels zu finanzieren. Die Kantinen, Ermittlungsausschüsse oder eigene Demosani -Gruppen entstanden vielmehr unabhängig und ohne eine effektive Unterstützung durch die Plattform. Es wurde auch keine direkte Internetverbindung eingerichtet, die eine bessere Kommunikation zwischen den verschiedenen Polen des Gegengipfels ermöglicht hätte oder auch die Einrichtung eines Medienzentrums, das diesen Namen verdient gehabt hätte - im Gegensatz zu dem, was auf den meisten Gegengipfeln sonst Standard ist - auch mitten in der Walachei.

Aux premières heures du campement d'Urrugne [\[map3\]](#), la partie la plus influente de la plate-forme, visiblement peu habituée aux pratiques autogestionnaires, s'est montrée réticente à la tenue d'assemblées générales, pensant sans doute que l'organisation du campement resterait du ressort de leurs réunions « au sommet » (sans mauvais jeu de mot).

Enfin, et c'est sans doute le plus scandaleux, la plate-forme s'est comportée tout au long du contre-sommet comme si elle pouvait agir et décider sans les centaines de participant.e.s, se contentant d'énoncer des règles de conduite que chacun.e se devait de respecter, au risque de se voir invité.e à "aller voir ailleurs". Si leur communication est non-violente, leurs pratiques sont belles et bien autoritaires. (4)

A plusieurs reprises, dans leurs déclarations publiques et dans des discussions à haute voix, des membres de la plate-forme ont fait preuve d'un chauvinisme présomptueux et moraliste envers les participant.e.s au contre-sommet qui n'étaient pas d'accord avec eux. On a notamment entendu : « *C'est NOTRE contre-sommet* » ; « *Si vous n'êtes pas d'accord avec NOTRE consensus d'action, vous n'avez rien à faire au campement* » ; « *Il y a ici une majorité de français qui ne respectent pas le consensus d'action des basques, c'est de l'impérialisme* »...

Samedi soir, le seul communiqué officiel de la plate-forme sur son site internet concernait un fait divers dénonçant l'attaque d'un photographe, celle-ci se sentant sans doute obligée d'honorer son engagement envers la préfecture à condamner moralement toute violence. Chacun se souviendra d'ailleurs de ces bénévoles de la plate-forme (5) déployés le long du cortège en lieu et place de la police pour protéger les banques d'éventuelles actions anti capitalistes contraires à leur « consensus de non-action ».

Am Anfang des Camps von Urrugne [\[map3\]](#) zögerte der bestimmende Teil der Plattform, der offensichtlich nicht an Selbstverwaltungspraktiken gewöhnt war, überhaupt Vollversammlungen anzusetzen, da er wahrscheinlich dachte, dass die Organisation des Camps besser in der Verantwortung ihrer eigenen Versammlungen "am Gipfel" bleiben sollte (ohne schlechte Wortspiele).



Schließlich, und das ist zweifellos das skandalöseste, verhielt sich die Plattform während des gesamten Gegengipfels, als ob sie ohne die Hunderte von Teilnehmer*innen entscheiden und handeln könne, und begnügte sich damit, Verhaltensregeln aufzustellen, die jede/r zu respektieren habe, auf die Gefahr hin, bei Verstößen aufgefordert zu werden, „draußen was anderes zu suchen“. Wenn ihre Kommunikation gewaltfrei zu sein scheint, sind ihre Praktiken in der Tat mal reichlich autoritär. [4]

Bei mehreren Gelegenheiten, in ihren öffentlichen Stellungnahmen und in hitzigen Diskussionen zeigten sich die Mitglieder der Plattform vermessen und voll moralischen Chauvinismus gegenüber Teilnehmerinnen und Teilnehmern des Gegengipfels, die mit ihnen nicht einverstanden waren. Wir haben insbesondere gehört: "Es ist unser Gegengipfel"; "Wenn ihr nicht mit unserem Aktionskonsens einverstanden seid, habt ihr im Camp nichts zu suchen"; "Eine Mehrheit der Franzosen hier, respektieren scheinbar nicht den Aktionskonsens von uns Basken, das ist Imperialismus".....

Bei mehreren Gelegenheiten, in ihren öffentlichen Stellungnahmen und in hitzigen Diskussionen zeigten sich die Mitglieder der Plattform vermessen und voll moralischen Chauvinismus gegenüber Teilnehmerinnen und Teilnehmern des Gegengipfels, die mit ihnen nicht einverstanden waren. Wir haben insbesondere gehört: "Es ist unser Gegengipfel"; "Wenn ihr nicht mit unserem Aktionskonsens einverstanden seid, habt ihr im Camp nichts zu suchen"; "Eine Mehrheit der Franzosen hier, respektieren scheinbar nicht den Aktionskonsens von uns Basken, das ist Imperialismus".....

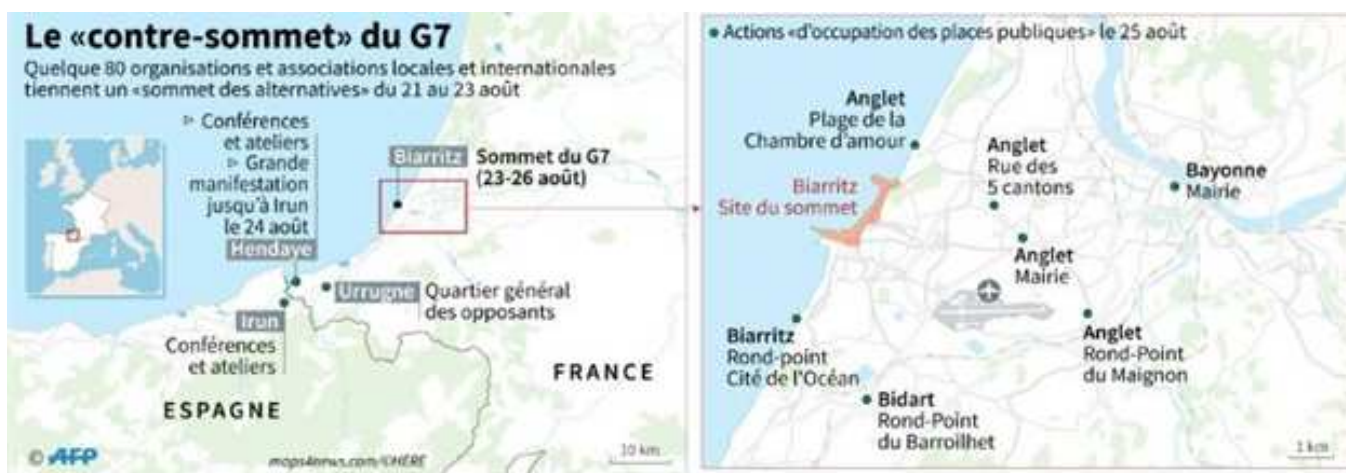
Die einzige offizielle Erklärung der Plattform auf ihrer Website am Samstagabend bezog sich auf eine Meldung, der zufolge der Angriff auf einen Fotografen angeprangert wurde, da sich die Plattform wahrscheinlich verpflichtet fühlte, ihrer Zusage gegenüber der Präfektur nachzukommen, jede Gewalt moralisch zu verurteilen. Jeder wird sich an diese Plattform-Freiwilligen [5] erinnern, die entlang des Aufzugs in Hendaye anstelle der Polizei eingesetzt wurden, um die Banken vor möglichen antikapitalistischen Aktionen zu schützen, die ihrem "Konsens über die Nichthandlung" zuwiderlaufen könnten.

Par ailleurs, il n'y a eu absolument aucun mot de la plate-forme sur la répression en cours ce samedi à Bayonne, sur les 68 arrestations préventives ou arbitraires, ni sur les lourdes condamnations de trois allemands de 18 à 23 ans incarcérés depuis la veille à l'issue d'un procès expéditif, alors même qu'il s'agit d'un scandale absolu (6). Que les membres de la plate-forme ne viennent plus nous parler de solidarité avec les prisonniers !

Enfin, la plate-forme a annulé de façon unilatérale les principales actions de blocage prévues le dimanche en se servant de la pression policière comme prétexte, comme si elle découvrait subitement l'ampleur du dispositif et s'imaginait pouvoir contester l'autorité de l'Etat et du G7 sans se frotter aux forces de l'ordre. Les metteurs en scène ont annulé la représentation de leur pièce de théâtre, démontrant encore une fois combien ils considèrent les milliers de manifestant.e.s comme des figurant.e.s. Pris au dépourvu, ces derniers n'ont pas pu organiser d'action d'ampleur à la dernière minute, mais ont improvisé un rassemblement de soutien avec les personnes en garde-à-vue au CRA d'Hendaye (7). Heureusement que la présence d'esprit des participant.e.s au contre-sommet a su pallier l'incurie et l'absence de réflexes politiques des plateformistes...

Darüber hinaus gab es von der Plattform kein einziges Wort über die an diesem Samstag in Bayonne stattgefundenen Repression, über die 68 präventiven oder willkürlichen Verhaftungen oder über die hohen Strafen für drei Deutsche im Alter von 18 bis 23 Jahren, die seit Mittwoch nach einem beschleunigten Prozess inhaftiert wurden, obwohl dies ein absoluter Skandal ist [6]. Die Mitglieder der Plattform brauchen uns jedenfalls nicht mehr anzuquatschen, um über *Solidarität mit den Gefangenen* zu sprechen!

Schließlich hat die Plattform in einsamer Entscheidung die für Sonntag geplanten Hauptblockadeaktionen abgesagt - unter dem Vorwand des polizeilichen Drucks, so, als ob sie von dem Umfang des Einsatzes überrascht worden wären und sich vorher vorgestellt hatten, dass sie die Autorität des Staates und der G7 herausfordern können, ohne mit der Polizei in Berührung zu geraten. Die Regisseure stornierten die Aufführung ihres Theaterstückes und zeigten einmal mehr, wie sehr sie die Tausenden von Demonstrant*innen als Statisten betrachten. Letztere waren überrascht und konnten in letzter Minute keine größeren Aktionen organisieren, improvisierten aber eine Kundgebung zur Unterstützung der Leute in Polizeigewahrsam vor der CRA [7] in Hendaye. Glücklicherweise konnte die Geistesgegenwart der Teilnehmer*innen des Gegengipfels die Sorglosigkeit und den Mangel an politischen Reflexen der *Platformisten* halbwegs ausgleichen.....



(Rechte Karte: die vorab verbreiteten Umzinglungs- / Blockadetreffpunkte)

Pour achever le tout, la plateforme a organisé dans son coin une conférence de presse le lundi midi (à la cité de l'Océan (8), à deux pas de la zone interdite) pour y faire une déclaration convenue sur le méchant Macron et ses méchant.e.s allié.e.s.

Um das Ganze abzuschließen, veranstaltete die Plattform am Montagmittag eine Pressekonferenz bei sich auf der Ecke (an der *cité de l'Océan* [8], nur zwei Schritte von der Sperrzone entfernt), um eine vereinbarte Erklärung über den *bösen Macron und seine bösen Verbündeten* abzugeben.

Mais s'est bien privée de faire un bilan circonstancié et critique sur le déroulement des jours précédents : pas de bilan chiffré de la répression, pas d'explication cohérente sur l'annulation des actions de la veille, pas de topo sur le contenu des négociations incessantes avec la préfecture, rien sur les entraves à la défense rencontrées par la Legal Team, ni sur l'[infiltration de l'organisation du contre-sommet par une taupe policière](#) (9), rien sur le bilan financier du contre-sommet et la frilosité à soutenir les collectifs qui se sont crevés pour faire exister le campement permettant à leurs militant.e.s de participer à leurs conférences et "actions"...

En fin de conférence, 40 personnes sont allées se frotter symboliquement à la zone rouge en levant les bras pour les caméras, dans une ultime mascarade certainement négociée avec le préfet, qui a laissé chez certain.e.s militant.e.s, un sentiment d'humiliation.



Pour avoir des informations (ne cherchez pas sur le site de la plate-forme) sur le déroulé du contre-sommet, consultez : <https://g7borroka.info/> (10)

Sur le consensus d'action et les réseaux de désobéissance civile

Nous vivons depuis près de vingt ans un très dangereux glissement totalitaire, qui s'accompagne d'une militarisation inexorable de la société et d'une répression toujours plus féroce des mouvements de révolte populaire. Ce glissement nécessite une riposte vive et sans compromis avec l'ordre établi. Tout autre posture n'est qu'arri-visme et imposture réformiste.

Dabei wurde aber keinerlei detaillierte oder kritische Bewertung der Abläufe in den Vortagen vorgenommen, ebenso wenig, wie eine quantifizierte Bewertung der Repression, oder eine schlüssige Erklärung zur Absage der Aktionen des Vortages... Nichts über den Inhalt der ständigen Verhandlungen mit der Präfektur, nichts über die Behinderung von Anwält*innen oder über die Unterwanderung der Organisation des Gegengipfels durch eine Undercover-Agentin der Polizei [9], nichts über die finanzielle Bilanz des Gegengipfels oder über die Zurückhaltung, die Kollektive zu unterstützen, die sich für das Camp den Arsch aufgerissen hatten um eine Teilhabe an Versammlungen und „Aktionen“ zu ermöglichen...

Am Ende der Pressekonferenz rieben sich 40 Personen symbolisch an der roten Zone, indem sie ihre Arme für die Kameras hoben, in einer letzten Mascarade, die sicherlich mit dem Präfekten ausgehandelt wurde und die einige Aktivist*innen, einschließlich der Bask*innen, mit einem Gefühl der Erniedrigung zurückließ.

Informationen (auf der Website der Plattform braucht ihr nicht suchen) über den Ablauf der Gipfelproteste findet ihr hier: <https://g7borroka.info/> [10]

Über den Aktionskonsens und Netzwerke des zivilen Ungehorsams

Seit fast zwanzig Jahren erleben wir ein sehr gefährliches Abrutschen ins Totalitäre, was von einer unaufhaltsamen Militarisierung der Gesellschaft und einer immer heftigeren Repression gegen die sozialen Revolten begleitet wird. Diese Verschiebung erfordert eine lebendige und kompromisslose Antwort gegen die etablierte Ordnung. Jede andere Haltung ist nichts anderes als karrieristische und reformistische Betrügerei.

Pourtant, tout à fait hors des réalités, des organisations de lobbying citoyeniste comme ANV, Bizi (1) Bayonne, Alternatiba ou Les Désobéissants (11) continuent de vouloir pacifier la situation et nous pousser à une non-action idéologique qui fait le lit du totalitarisme. Pire, elles se servent au Pays Basque de l'expérience de la lutte armée (12) pour faire la leçon et légitimer un renoncement à toute forme d'action radicale, faisant des conditions négociées de leur reddition la seule alternative possible au capitalisme sécuritaire et à sa violence systémique. (13)



Doch – außerhalb jeglicher Realität – wollen die bürgerliche Lobbyorganisationen, wie die ANV, BIZI [1] Bayonne, Alternatiba oder Les Désobéissants [11] die Situation weiterhin befrieden und uns zu einer *Ideologie des Nichthandelns* drängen, oder anders gesagt: *Dem Totalitarismus das Bett beziehen*.

Noch schlimmer ist, dass sie die Erfahrungen des bewaffneten Kampfes im Baskenland [12] sich so zurechtlegen, das daraus der Verzicht auf alle Formen radikaler Aktionen begründet wird, indem sie die ausgehandelten Bedingungen ihrer Kapitulation zur einzig möglichen Alternative zum Sicherheitskapitalismus und seiner systemischen Gewalt erklären. [13]

Chaque année, ces organisations produisent une littérature foisonnante pour tenter d'imposer une vision unique de la lutte, faisant de la dissocation, de la délation et du culte des martyres un dogme auquel chacun se doit d'obéir, sous peine de subir l'ostracisation, voire la dénonciation aux Autorités. Ces organisations n'hésitent pas à s'entendre avec les préfetures et l'État pour se débarrasser de personnes dont les idées ou modes d'action font ombrage à leur stratégie de communication non-violente et à leur réformisme béat. Nombre de leurs communiqués publics se scandalisent des actes de révolte populaire et reprennent la terminologie des criminologues pour dénoncer les « actes intolérables » dont se rendent coupables des prolétaires (14) trop agités à leurs yeux. On est dans les mêmes discours réactionnaires qualifiant de « délinquance » la révolte de celles qu'on qualifie historiquement de « classes laborieuses, classes dangereuses »

Jedes Jahr produzieren diese Organisationen eine umfangreiche Literatur, um eine einheitliche Vision des Kampfes durchzusetzen, indem sie die Ausgrenzung, die Denunzierung und die Kultbildung von Märtyrern zu einem Dogma erheben, dem jede*r gehorchen muss, unter Androhung der Ächtung oder gar der Denunziation gegenüber den Behörden. Diese Organisationen zögern nicht, eine Einigung mit den Präfekturen und dem Staat zu erzielen, um Menschen loszuwerden, deren Ideen oder Handlungsweisen ihre gewaltfreie Kommunikationsstrategie und ihren glückseligen Reformismus untergraben. Viele ihrer öffentlichen Äußerungen sind empört über Akte der sozialen Revolte und verwenden die Terminologie der Kriminologen, um die "nicht tolerierbaren Taten" von Proletariern [14] anzuprangern, die in ihren Augen zu *ungestüm* sind. Wir befinden uns im gleichen reaktionären Diskurs, der den Aufstand als "Delinquenz" derjenigen beschreibt, die in der Vergangenheit als "Arbeiterklasse, gefährliche Klasse" bezeichnet wurden.

A l'automne 2015, ANV Cop21, qui n'est que l'une des nombreuses émanations platformistes du réseau de la « désobéissance civile et non-violente » produisait un « document interne » qui devait servir de charte à ses militant.e.s, reprenant les grands principes de l'action non violente. Cette charte est l'un des plus gros scandales qu'une organisation prétendument contestataire aie jamais produit.

Im Herbst 2015 hatte die ANV Cop21 - die nur eine der vielen platformistischen Entwicklungen des Netzwerks des "zivilen und gewaltfreien Ungehorsams" ist - ein "internes Dokument" erstellt, das als Charta für ihre Aktivist:innen dienen sollte und dort die Hauptprinzipien des gewaltfreien Handelns fest schreibt. Diese *Charta* ist einer der größten Skandale, die eine angeblich gegen das Establishment gerichtete Organisation je hervorgebracht hat.

Au fil des pages, on découvre avec stupeur une série d'images mettant dos à dos des militant.e.s radicales/aux et des acteurs de la désobéissance civile, dressant un listing des « mauvais comportements » mieux que ne le ferait un rapport de gendarmerie. On pourrait s'attendre à une classique dissociation par rapport à des pratiques émeutières et de sabotage (rien d'étonnant pour des organisations contre-révolutionnaires), mais la dissociation ne s'arrête pas là.

En effet, au-delà de ce que ces inquisiteurs qualifient d'agressions physiques, reprenant allègrement la terminologie policière, la charte dénonce indistinctement toute « parole ironique, méprisante, blessante », toute « moquerie ou stigmatisation », prescrivant de « ne pas crier sur les gens », de ne pas avoir de « regard provocateur ou de geste insultant », « d'attitude menaçante », d'éviter « tout ce qui peut faire monter la tension (courir, crier, faire des gestes brusques) », de ne pas porter « cagoule, foulard, lunettes de soleil ou de ski qui masquent le visage, pas de masque « anonymous » ni de masque à gaz », etc.

En cas d'agression par les forces de l'ordre, à savoir « charges et coups de matraques », les manifestant.e.s sont invitées à... « s'asseoir » ! L'auto-défense elle-même ne bénéficie d'aucune considération aux yeux de ces organisations réactionnaires, qui font du sacrifice le cœur de leur action.

L'ignominie dissociative va jusqu'à jeter l'opprobre sur des victimes de violences d'État, comme cette personne apparaissant sur une photo de la quatrième page de cette charte et présentée comme un « mauvais manifestant » parce qu'elle tourne le dos à des policiers et porte une pancarte indiquant « grâce à vous ma vie a changé merci » assortie d'un smiley avec une croix sur un œil. L'image est accompagnée du commentaire « pas de parole ironique, insultante, blessante... ». Seul souci, la personne ici critiquée a perdu un œil à cause d'un tir de LBD 40 le 22 février 2014 à Nantes. (15)



Über die gesamten Seiten hinweg entdecken wir mit Entsetzen eine Reihe von Bildern, die Aktivist*innen - Radikale und Akteure des zivilen Ungehorsams - gegeneinander ausspielen. Dabei wird eine Liste von angeblich "schlechten Verhalten" aufgestellt, gegen die jeder Polizeibericht verblasst. Man könnte eine klassische Abgrenzung von Aufstands- und Sabotagepraktiken erwarten (nicht überraschend für konterrevolutionäre Organisationen), aber die Abgrenzung hört damit nicht etwa auf.

Die Charta verurteilt nicht nur, was diese Inquisitoren als *physische Aggression* bezeichnen, sondern darüber hinaus unter Verwendung von Polizeiterminologie, wahllos alle "ironischen, verächtlichen, verletzenden Worte", jede "Verhöhnung oder Stigmatisierung" und schreibt vor, dass "keine Menschen anzuschreien" sind. Das Regelwerk verbietet "provokante Blicke oder beleidigenden Gesten", oder "bedrohliche Haltungen" einzunehmen, und fordert "alles zu vermeiden, was die Spannung erhöhen kann (Laufen, Schreien, plötzliche Gesten machen)", "keine Hauben, Schals, Sonnen- oder Skibrillen zu tragen, die das Gesicht abdecken, keine "Anonymus - Masken oder Gasmasken" usw.

Im Falle einer Aggression durch die Polizei, wie beispielsweise einem "Schlagstockeinsatz", sind die Demonstrant*innen aufgefordert, sich... "Hinzusetzen"! Die Selbstverteidigung an sich genießt keinerlei Achtung bei diesen reaktionären Organisationen, die den Kern ihres Handelns zum Opfer machen.

Die spalterische Entwürdigung geht so weit, Opfer staatlicher Gewalt zu verhöhnen, wie z.B. bei einem Foto auf der vierten Seite dieser Charta, wo ein "schlechter Demonstrant" präsentiert wird, weil er den Polizisten den Rücken kehrt und ein Schild trägt, auf dem steht: "Dank euch hat sich mein Leben verändert" - mit einem Smiley und einem Kreuz auf einem Auge. Das Bild ist mit dem Kommentar "keine ironischen, beleidigenden, verletzenden Worte...." betitelt. Nicht erwähnt wird, dass die hier kritisierte Person durch einen LBD 40-Schuss am 22. Februar 2014 in Nantes ein Auge verloren hat. [15]

A Nantes (16), ces artisans de la soumission sont allés jusqu'à mettre sur pied un contingent de délateur/ices, habillé.e.s de blanc, chargé.e.s d'isoler les manifestant.e.s radicaux, de les extraire des cortèges, voire de les remettre à la police. Cette pratique collaborationniste, qui heureusement a été un échec sur Nantes, s'est retrouvée lors du G7 de Biarritz dans un document qui a circulé parmi la foule : « *Face à des personnes à visage masqué, à une situation de dégradation de biens ou d'agression physique (...) entourez le groupe en s'éloignant suffisamment pour ne pas se mettre en danger et lever les mains ouvertes en l'air en les regardant pour montrer que nous n'adhérons pas à l'acte de violence et en faire un acte isolé* ». Efficace.

A l'occasion des manifestations sur la voie publique, l'acharnement de ces organisations à penser des dispositifs pour neutraliser toute colère et toute révolte, notamment en déployant des volontaires en chasubles ou affublés de blanc pour protéger les banques, canaliser la foule, faire des chaînes ou ramper à terre devant les forces de l'ordre, sont autant de façons de matérialiser avec leurs corps leur refus de se battre pour l'avenir des nouvelles générations et de confier leur sort au bon vouloir d'éventuels tyrans éclairés qui leur épargneraient toute souffrance. Ou à la police, avec cette croyance ou certitude naïve que la violence d'État peut être évitée si l'on se montre gentil, niant du même coup des décennies d'histoire populaire faite d'oppressions de classe, racistes et sexistes : non, il ne suffit pas de « ne rien avoir à se reprocher » pour échapper à l'arbitraire.



Ces organisations, après avoir rendu les armes face à l'impérialisme de l'État capitaliste, font pression sur les mouvements sociaux pour les pacifier à l'excès, devenant ni plus ni moins des auxiliaires de police. Dans d'autres contextes, on appelle ça des traîtres.

In Nantes [16] gingen diese Handwerker der Unterwerfung so weit, ein Kontingent von weiß gekleideten Denunzianten und Denunziantinnen aufzustellen, die damit beauftragt waren, die radikalen Demonstrant*innen zu isolieren, sie aus den Demonstrationen zu herauszulösen oder sie sogar der Polizei zu übergeben. Diese kollaborative Praxis, die glücklicherweise in Nantes gescheitert ist, fand ihren Weg bis zum G7 von Biarritz in einem Dokument, das unter den Leuten zirkulierte. Zitat: "*Beim Auftauchen von Leuten mit maskierten Gesichtern, in einer Situation wo Eigentum beschädigt wird oder bei physischer Aggression (...) umringt die Gruppe mit einem Sicherheitsabstand, und hebt die offenen Hände in die Luft, um zu zeigen, dass wir den Gewaltakt ablehnen und ihn isolieren*". Gruselig.

Anlässlich von Demonstrationen auf der öffentlichen Straße, nahm die Verbissenheit dieser Organisationen weiter zu, über Maßnahmen zur Neutralisierung von Wut und Aufruhr nachzudenken, insbesondere durch den Einsatz von Freiwilligen in Trainingsleibchen oder weiß gekleidet. Diese hatten die Aufgabe, Banken zu schützen, die Menge zu kanalisieren, Ketten zu bilden oder auch auf dem Boden vor der Polizei zu kriechen... Es gibt viele Möglichkeiten, mit den eigenen Körpern auszudrücken, eben nicht (mehr) bereit zu sein für die Zukunft der neuen Generationen zu kämpfen, und stattdessen deren Schicksal dem *Goodwill* von potenziell aufgeklärten Tyrannen anzuvertrauen, die ihnen dann vielleicht alle Leiden ersparen würden. Oder sich an die Polizei zu wenden, mit dem Glauben oder der naiven Annahme, dass staatliche Gewalt vermieden werden kann, wenn man freundlich bleibt und die eigene jahrzehntelange Geschichte der Klassen-, rassistischen und sexistischen Unterdrückung verleugnet: Nein, es reicht nicht, sich "nichts vorzuwerfen zu müssen", um sich der Willkür zu entziehen.

Nachdem diese Organisationen ihre Waffen dem Imperialismus des kapitalistischen Staates überlassen hatten, übten sie Druck auf die sozialen Bewegungen aus, um sie bis zum Übermaß zu befrieden und wurden nicht mehr und nicht weniger als polizeiliche Hilfskräfte. In anderen Kontexten wird dergleichen Verhalten als *Verrat* bezeichnet.

Comme toujours à l'occasion de contre-sommets à dimension internationale, des organisations ayant pignon sur rue mais sans aucun rayonnement au-delà des frontières locales ou nationales, profitent de la logistique et des forces des réseaux anarchistes pour se prévaloir d'un statut qu'elles ont usurpé : cantines, équipes médicaux, équipes juridiques... Sans compter les pratiques d'autonomie et les nombreux moments d'échanges et de réflexion collective, qui sont initiés et portés principalement par des participant.e.s extérieures à leurs plateformes.

A défaut d'être en capacité de compter sur de véritables structures autogestionnaires, la signature de quelques chèques leur permettent de faire illusion en louant les locaux d'un centre de conférence afin d'y organiser un simulacre de débat public, qui n'a rien à envier à ceux de la commission nationale du débat public (17), avec ses animateurs et figures intellectuelles autoproclamées ou faussement légitimes monopolisant l'espace pour faire la promotion de leurs intérêts politiques ou de leur ego. D'autres, invité.e.s grâce à l'entremise de personnes essayant d'apporter un contenu politique à la chose, servent sans le savoir de caution à d'autres pour promouvoir leur lobbying pacificateur.

Sans compter que ces organisations surfent sur un imaginaire libertaire et antiautoritaire, alors même que leurs structures internes, modes de fonctionnement et la sélection par l'argent qu'ils impliquent, témoignent de logiques autoritaires. La seule évocation d'un consensus d'action décidé à quelque-un.e.s pour servir de ligne de conduite à des milliers d'autres est une insulte à 200 ans de combats libertaires et anarchistes pour promouvoir le libre-arbitre et l'autonomie de chacun.e.

Qu'on ne nous prenne pas pour des con.ne.s, on ne passe pas de trente ans de lutte armée au sein de groupes communistes autoritaires (18) à un alternatifisme babos sans conserver les vieux réflexes disciplinaires qui permettent de garder la face...et de régler ses comptes avec ses détracteur/ices. Sans compter les leaders charismatiques qui interagissent avec leur entourage comme des gourous de sectes, suscitant fascination et crainte, tout en ayant le quasi monopole de la communication officielle de leurs organisations...

Wie immer bei Gegengipfeln mit internationaler Dimension nutzen Organisationen, die auf der Straße präsent sind, aber keinen Einfluss über lokale oder nationale Grenzen hinaus haben, die Logistik und die Stärken anarchistischer Netzwerke, um einen Raum zu nutzen, den diese sich angeeignet haben: Kantinen, medizinische Teams, juristische Teams... Mal ganz abgesehen von den Praktiken der Autonomie und den vielen Momenten des kollektiven Austauschs und der Reflexion, die hauptsächlich von Teilnehmer*innen außerhalb ihrer Plattformen initiiert und getragen werden.

Da sie nicht auf echte Selbstverwaltungsstrukturen zurückgreifen können, müssen sie durch die Unterzeichnung einiger Schecks eine Illusion schaffen, indem sie beispielsweise die Räumlichkeiten eines Konferenzentrums anmieten, um dort eine Scheindebatte zu organisieren. Diese steht denen der *Nationalen Kommission für öffentliche Debatten* [17] in nichts nach - mit ihren selbsternannten oder fälschlich legitimierten Führern und Intellektuellen, die den Raum zur Förderung ihrer politischen Interessen oder ihres Egos monopolisieren. Andere, die durch die Vermittlung von Menschen eingeladen werden und versuchen, politische Inhalte in der Sache einzubringen, dienen unwissentlich oft als Unterstützung für andere, um deren pazifistische Lobbyarbeit zu fördern.

Ganz zu schweigen davon, dass diese Organisationen auf einer libertären und antiautoritären Phantasie surfen, auch wenn ihre internen Strukturen, Arbeitsmethoden und die Selektion über das Geld, das sie verfügen, von autoritärer Logik zeugen. Schon das Heraufbeschwören eines Aktionskonsenses, der von irgendwem beschlossen wurde und dann Tausenden von anderen als Leitlinie dienen soll, ist eine Beleidigung von 200 Jahren libertärer und anarchistischer Kämpfe zur Förderung des freien Willens und der Autonomie für jede/n.

Lasst uns nicht für dumm verkaufen, wir gehen nicht von dreißig Jahren bewaffneten Kampfes im Rahmen autoritärer kommunistischer Gruppen [18] zum *Hippie - Alternativismus* über, ohne die alten disziplinären Reflexe zu bewahren, die es ermöglichen, das Gesicht zu wahren... und die Dinge mit den Verleumder*innen zu regeln. Ganz zu schweigen von den *charismatischen Führern*, die mit ihrer Entourage wie Gurus von Sekten interagieren, gleichzeitig Faszination und Angst verbreiten sowie quasi ein Monopol auf die offizielle Kommunikation ihrer Organisationen haben.....

Le 25 août la plateforme G7EZ écrivait : « L'objectif de la plate-forme était d'être visible, c'est un succès ». Tout est dit. Les représentations théâtrales de ces organisations, qui sont autant de soubresauts trahissant une incapacité à investir sincèrement le champ des révoltes populaires autrement qu'en proposant des alternatives gentillettes et absolument non subversives, ont fini d'épuiser notre patience. Nous soutenons évidemment la manifestation d'Hendaye, à savoir les centaines de personnes de bonne foi venue faire la démonstration de leur désaccord, mais pas les cadres autoritaires et de dissociation dans lesquels elle s'inscrit.

Notre colère les angoisse, parce qu'ils sont conscients d'avoir choisi de se compromettre avec le monde qu'on combat. Ne nous laissons plus paralyser, l'illusion et l'imposture doivent éclater au grand jour. C'est ce que prétend faire cette déclaration.

Nous sommes déterminés, mais nous ne sommes pas calmes !

Am 25. August schrieb die G7EZ-Plattform: "Das Ziel der Plattform war es, sichtbar zu sein, es ist ein Erfolg". Damit ist schon alles gesagt. Die Theateraufführungen dieser Organisationen, mit so vielen Erschütterungen verraten, dass sie nicht in der Lage sind, das Feld der Revolten ernsthaft zu betreten, außer durch den Vorschlag sanfter und absolut nicht subversiver Alternativen, sie haben unsere Geduld erschöpft. Wir unterstützten natürlich die Demonstration in Hendaye, nämlich die Hunderte von Menschen, die in der gutem Absicht gekommen sind, ihren Protest auszudrücken, aber nicht die autoritären und trennenden Rahmenbedingungen, bei denen diese Demonstration ein Teil war.

Unsere Wut macht sie ängstlich, denn sie sind sich sehr wohl bewusst, dass sie entschieden haben, sich mit der Welt zu kompromittieren, gegen die wir kämpfen. Lassen wir uns nicht mehr lähmen, die Illusion und Betrugerei muss aufbrechen. Das ist es auch, was diese Stellungnahme versucht.

Wir sind entschlossen, aber wir sind nicht ruhig!



(1) [Bizi](#) (Basque, fr. vive) est une association légale fondée en 2009 à l'occasion de la COP 20 à Copenhague dans la partie française du Pays Basque. L'association, qui critique la mondialisation, est explicitement non-violente et organise des actions (parfois spectaculaires) de désobéissance civile. Elle a déjà participé de manière significative aux contre-sommets du G20 de 2011 à Nice et de la COP 21 de 2015 à Paris. [L'ANV \(Action non - violente\) COP21](#) est quant à elle, active dans toute la France, notamment contre le réchauffement climatique.

(2) Particulièrement fatales furent ses déclarations faites devant la presse, après la *Nuit de l'Émeute de Hambourg pendant le G20*, où il attribua les "actes de violence inexcusables..." aux "Ultra Radicaux du Sud auxquels il ne les avait jamais invités"... il aurait - oui - "personnellement entendu sur place espagnol, français et italien" et bien sûr seulement "invité les autonomes modérés". La chasse contre les "touristes émeutiers du sud" qu'il a contribué à déclencher se poursuit encore aujourd'hui - l'activiste français Loïc reste en prison, comme auparavant, exactement pour cette raison. Voir aussi : https://cloudfront.crimethinc.com/assets/articles/2018/09/28/to-our-compas_francais.pdf p.102ff, 115, 120, 133f

(3) selon Orgas : 15.000 ; Préfecture : 9.000 ; observateurs indépendants : 6.000 participant.e.s.

(4) Par exemple, les réunions, événements ou ateliers devaient être approuvés par les organisateurs, qui n'avaient une chance de succès que si le contenu ainsi que les initiateurs correspondaient aux idées très limitées, surtout strictement non-violentes, des organisateurs.

(5) Officiellement, 200 service d'ordre "robustes" ont été déployés - avec la mission expresse de prévenir immédiatement des dommages matériels ou autres "délinquances".

(6) voir aussi : <https://de.indymedia.org/node/36831>

(7) Centre de Rétention Administratif - une prison pour étrangers en attente d'expulsion aux frontières qui a été vidée temporairement pour les manifestations du G7. [\[map5\]](#)

(8) Une sorte de "musée de l'aventure" sur l'océan et le windsurf - l'un des principaux attraits de Biarritz en raison de son architecture ambitieuse.

[1] [Bizi](#) (baskisch, de. *es lebe*) ist eine eingetragene Vereinigung, die sich 2009 anlässlich des COP 20 in Kopenhagen im französischen Teil des Baskenlands gegründet hatte. Die globalisierungskritische *Assoziation* ist explizit gewaltfrei und organisiert (teilweise auch spektakuläre) Aktionen des zivilen Ungehorsams. Sie war bereits bei den Gegengipfeln anlässlich des G20, 2011 in Nizza und beim COP 21, 2015 in Paris maßgeblich beteiligt. [ANV \(Action non - violente\) COP21](#) ist wiederum frankreichweit vor allem gegen die Erderwärmung aktiv.

[2] Besonders fatal waren dessen Aussagen nach der *Riotnacht von G20 in Hamburg*, wo er vor der Presse die alleinige Schuld an den „unentschuldbaren Gewaltakten...“ an die von ihm „nicht eingeladenen *Ultra Radikalen* aus dem Süden“ verteilte... er – jawoll – hätte „höchstpersönlich spanisch, französisch und italienisch vor Ort vernommen“ und natürlich sowieso auch nur „gemäßigte Autonome eingeladen“. Die von ihm mit ausgelöste Hatz gegen „Krawalltouristen aus dem Süden“ dauert bis heute an – der französische Aktivist Loïc sitzt nach, wie vor genau auch deswegen im Knast. siehe auch: https://cloudfront.crimethinc.com/assets/articles/2018/09/28/to-our-compas_deutsch.pdf S.102ff, 115, 120, 133f

[3] laut Plattform: 15.000; Präfektur: 9.000; unabhängige Beobachter: 6.000 Teilnehmer*innen.

[4] So mussten beispielsweise Versammlungen, Veranstaltungen oder Workshops bei den Organisator*innen beantragt und genehmigt werden, was nur dann Aussicht auf Erfolg hatte, wenn sowohl Inhalte, als auch Initiator*innen den sehr eingegrenzten, vor allem strikt gewaltfreien, Vorstellungen der Organisator*innen entsprachen.

[5] Es sind ganz offiziell 200 „robuste“ Ordner eingesetzt worden - mit der ausdrücklichen Aufgabe, Sachbeschädigungen oder anderweitige „Delikte“ unmittelbar zu unterbinden.

[6] siehe auch: <https://de.indymedia.org/node/36831>

[7] *Centre de Rétention Administratif* – ein Abschiebeknast an der Grenze, der extra für die G7 – Proteste vorübergehend leergemacht wurde. [\[map5\]](#)

[8] Eine Art „Erlebnismuseum“ über Ozean und Windsurfen – auch durch seine ambitionierte Architektur eine der Hauptattraktionen von Biarritz.

(9) Découvert dans le camp et disparu sans laisser de traces lors de la confusion d'une opération policière vendredi. Une traduction en allemand de [l'original français](#) peut être trouvée [ici](#)

(10) Le [bilan de l'équipe antirepression](#) y a également été publié. La traduction allemande en **PDF - Annexe**.

(11) Autre groupe d'activistes explicitement non-violents en France.

(12) En Introduction à ce sujet très complexe : [Wikipédia](#) ou un article sur la [dissolution finale de l'ETA](#).

(13) C'est certainement adressé à *Bizi*, qui se voit aussi dans la tradition de la soi-disant *gauche albertzalienne*, qui se composait de syndicats, de groupes environnementaux, d'organisations de jeunesse et aussi de l'ETA et s'est battue ou lutte encore pour un pays basque indépendant.

(14) est encore un mot très courant dans les langues romanes - sans référence particulière au contexte marxiste orthodoxe.

(15) Voir aussi : <https://de.indymedia.org/node/34735>

(16) Il s'agit ici d'un différend interne qui s'est complètement aggravé lors du conflit de 2018 au sujet de la ZAD, ce qui a de toute évidence laissé des ruptures durables.

(17) Un " outil de participation " de l'Etat pour les questions environnementales locales, qui est controversé en raison de ses compétences souvent très limitées, mais se situe un peu au-dessus du niveau encore plus modeste en Allemagne d'une telle " participation citoyenne ".

(18) L'ETA et Co étaient considérés comme une structure plutôt hiérarchisée avec une orientation *communiste traditionnelle* en plus du désir - certainement justifié - d'autonomie pour le Pays Basque. Cependant, sans aucun doute avec une ouverture claire vers la participation directe, le féminisme et l'écologie... De plus, pour de très bonnes raisons, on en sait peu sur leur structure et leurs orientations internes réelles.

[9] Im Camp enttarnt und während des Durchgangs bei einem Polizeieinsatz am Freitag spurlos verschwunden. Eine Übersetzung des [französischen Originals](#) findet sich [hier](#)

[10] Dort wurde auch die [Bilanz des Antirepression - Teams](#) veröffentlicht. Die deutsche Übersetzung davon als **PDF – Anlage**.

[11] de. *die Ungehorsamen* – eine weitere explizit gewaltfreie aktivistische Gruppierung in Frankreich

[12] Als Einstieg in diese hochkomplexe Thematik [Wikipedia](#) oder auch ein Artikel zur endgültigen [Auflösung der ETA](#).

[13] Das ist sicherlich an *Bizi* adressiert, die sich auch in der Tradition der sog. *Albertzalen Linken* sieht, welche aus Gewerkschaften, Umweltgruppen, Jugendorganisationen und eben auch ETA bestand und für ein unabhängiges Baskenland gekämpft hat bzw. immer noch kämpft.

[14] in dem romanischen Sprachraum ein durchaus weiterhin sehr übliches Wort – ohne besonderen Hinweis auf orthodox marxistischen Hintergrund

[15] Siehe auch: <https://de.indymedia.org/node/34735>

[16] Hier wird sich auf einen komplett eskalierten internen Streit während der Auseinandersetzung 2018 um das dortige ZAD bezogen, der offensichtlich nachhaltige Brüche hinterlassen hat.

[17] fr. *Commission nationale du débat public* – Ein staatliches « Partizipationstool » für lokale Umweltfragen, dass wegen seiner oft sehr begrenzten Kompetenzen umstritten ist, allerdings eher leicht über dem in Deutschland noch bescheideneren Niveau derartiger „Bürgerbeteiligungen“ rangiert.

[18] ETA und Co galten als ziemlich hierarchisch durchstrukturierte Struktur und mit neben dem – sicherlich berechtigten Anliegen einer Autonomie für das Baskenland – auch als *traditionell kommunistisch* orientiert. Allerdings zweifelsfrei mit deutlicher Öffnung in Richtung direkter Teilhabe, Feminismus wie auch Ökologie... außerdem ist aus guten Gründen nur wenig über deren tatsächliche Struktur und interne Orientierung bekannt.